



D'ARCELOR À ARCELOR-MITTAL : L'HYPER-MONDIALISATION

La sidérurgie est exemplative de l'évolution du capitalisme et cela tant au vu des concentrations industrielles que des logiques financières qui ont fini par devenir le paramètre majeur.

De la Wallonie, au 19^e et 1^e moitié du 20^e siècle, on vit se succéder les rapprochements industriels : ceux-ci furent suivis d'une prise de contrôle financière après la crise de 1929 pour ne laisser aux commandes que la Société Générale de Belgique, le groupe Bruxelles-Lambert avec leurs ténors Boel, Frère, Davignon,...

L'abandon total de ces groupes attirés par de plus intéressantes plus-values dans d'autres secteurs (la banque, l'assurance, la chimie, le pétrole...) obligea à une mise sous statut public à défaut de quoi tout sombrait.

La régionalisation était une voie supplémentaire qui engagea une période de stabilité créant à son tour un intérêt nouveau pour l'acier dans notre région.

Petit, trop petit (?), Cockerill-Sambre trouva une première complémentarité internationale avec le groupe français Usinor : on n'y voyait que complicités industrielles comme l'ont attesté bien des investissements dans la région. Cela ne signifiait en rien une pause dans la recherche constante d'une efficacité plus grande souvent traduite en restructurations successives : très vite, la dimension financière reprit les rênes. Dans une fusion inspirée par les fonds de pension, un grand groupe européen naissait par l'addition d'Arbed, Acelaria et Usinor : Arcelor fit rapidement connaître sa loi d'une exigence de rentabilité démesurée utilisée comme alibi pour fermer des sites importants en privilégiant ses outils installés au bord de mer.

Cette dynamique créa de nouveaux appels et l'ogre Arcelor vient lui-même de se faire engloutir par un groupe d'origine indienne mais conférant à la nouvelle entité Arcelor-Mittal une dimension tout-à-fait mondiale puisque portant ses tentacules en Europe de l'Ouest, de l'Est, en Asie, en Amérique latine, centrale et du nord : l'intégration verticale en constitue l'épine dorsale avec la maîtrise de toute la filière depuis les mines de charbon, de fer et toute la ligne de production jusqu'au client final.

La constitution de ce nouveau géant ne met pourtant sûrement pas un terme à la modification du paysage sidérurgiste : d'autres concentrations apparaîtront ne serait-ce que de l'éclatement de la production mondiale d'acier en plusieurs dizaines (voir centaine) d'entreprises moyennes ou petites.

L'horizon se transforme aussi en fonction des cibles visées déplaçant vers les pays asiatiques non pas seulement une production mais une consommation à potentiel de croissance considérable. Chine, Inde, Turquie, Brésil viennent d'être découverts comme zones de consommation à privilégier.

Les conséquences peuvent en être lourdes au vu de ces modifications de stratégie économique-sociale. Elles devraient constituer à tout le moins un ressort sur lequel articuler l'indispensable politique industrielle dont l'Europe doit se doter en s'appuyant sur ses bassins industriels où compétences et innovations constituent encore des points forts.

Arcelor-Mittal va-t-il déstructurer davantage encore que ne l'avait déjà fait Arcelor à lui tout seul : un proche avenir permettra de le mesurer puisqu'au travers d'un rapport de forces encore appréciable, le monde du travail a préparé une interpellation, plus même, une volonté d'être entendu, écouté, respecté.

La dimension récente de l'extraordinaire jeu de casino qu'ont animé les deux groupes ont en tout cas permis d'épingler quelques points majeurs :

- ▶ les batailles du géant n'engagent pas de processus aussi lourds et aussi coûteux pour le seul plaisir de porter le numéro 1 : il y a bien derrière une volonté de maîtriser un marché et donc d'imposer des prix : proche d'une production de 100 millions de tonnes, on comprend vite qu'une évolution de prix de 2 cents et demi (un ancien franc) par kilo produit une richesse nouvelle de 2,5 milliards d'euros !

Les gains de gestion attendus de la verticalisation vont générer des résultats supplémentaires de même ordre et les effets structurels dans le management également.

- ▶ Aucun dispositif politique structurel n'existe en face d'un tel déploiement économique privé qui a pu dérouler sa dynamique à la vitesse de l'éclair ;
- ▶ Les soubresauts dits de « nationalismes économiques » n'ont guère résisté à la puissance financière justifiant de la liberté économique pour faire volatiliser les réserves tardives des porteurs d'eau du capitalisme puis à leur propre piège ;

- ▶ La résistance des travailleurs constitue la seule barricade à ces phénomènes de raz-de-marée que l'on vérifie dans bien des domaines, c'est sûrement au départ de cette résistance que doivent se construire des solidarités élargies comme base d'une dynamique d'un nouvel équilibre.

José VERDIN.

Décembre 2006.